

fant ont faim, éventuellement ils passeront aux actes. On ne tolérera pas la faim dans un pays riche comme le Canada. Cela est évident. Le ministre de la Justice (M. Turner) le sait comme moi.

Nous avons déjà connu une crise économique, de 1929 à 1939. Quand nous parlons de cette crise économique aux jeunes d'aujourd'hui, ils croient qu'il s'agit d'un conte de fées. Seulement, nous, nous avons «vécu le conte et la fée» en même temps. Et aujourd'hui, on semble s'orienter vers une nouvelle crise économique.

Monsieur l'Orateur, je le répète: un «plancher» à la pauvreté, oui, mais un «plafond», non. C'est clair. Si nous imposons un plafond, dès que le plafond sera atteint, les gars qui ont de l'initiative diront: Avant de travailler pour le gouvernement, que le diable emporte tout. Je ne vais pas plus loin. On voit cela actuellement chez ceux qui, par exemple, travaillent des heures supplémentaires dans les usines, et qui se voient littéralement voler tout le fruit de leurs heures supplémentaires par l'impôt sur le revenu. Qu'est-ce que le type se dit? Il se dit: Pensez-vous que je vais travailler pour le gouvernement? Au diable le gouvernement. Je m'en vais chez moi. Je ne travaille pas d'heures supplémentaires. Et qui oserait l'en blâmer?

Le «plafond», voilà ce qui «coupe les ailes» à toute initiative personnelle. Tout le monde reconnaît que les intelligences ne sont pas toutes égales. Il y a des gens plus intelligents les uns que les autres. Il y a des esprits inventifs et d'autres qui n'inventeront jamais rien. Le gouvernement qui est en place actuellement n'inventera pas grand-chose au cours des prochaines années.

Une voix: Des taxes.

M. Caouette: Exactement, des taxes. C'est la seule invention que nous avons, les taxes.

Monsieur l'Orateur, les créditistes arrivent avec une solution raisonnable. Les ministres et les députés ministériels le savent. Si une guerre éclatait demain, y aurait-il un problème d'argent, au Canada, pour équiper nos soldats et leur fournir des armes? Pas seulement des «tire-pois», mais de bons fusils. Est-ce qu'on manquerait d'argent pour nourrir ces soldats et les vêtir convenablement?

En 1939, quand la guerre a éclaté, c'était la grande crise économique au Canada. On n'est pas allé chercher de l'argent chez ceux qui n'en avaient pas. On a créé 200 millions à la Banque du Canada, grâce à l'intervention du ministre des Finances de l'époque. On a créé 200 millions, je le répète. On a vu alors surgir Saint-Paul l'Ermite et toutes sortes d'usines de guerre. Cela a procuré du travail pour tous les hommes, femmes et jeunes filles. Des soldats, il y en avait 800,000, et on ne réussit pas à créer 600,000 emplois. Mais créer 800,000

[M. Caouette.]

emplois pour les soldats, en temps de guerre, cela, on réussit à le faire. Cela est fort, mais on le tolère!

Monsieur l'Orateur, il est regrettable de toujours entendre dire qu'on n'a pas d'argent. Et pendant ce temps, les vieux continuent de vieillir, c'est entendu, mais ils vieillissent inquiets. Ils n'ont pas de sécurité. Les cartes médicales qu'on accorde lorsqu'un supplément est consenti, tous nos vieillards ne les ont pas. La carte médicale! Et puis, il faut écrire au gouvernement et bien des gens ne savent pas écrire...

M. l'Orateur suppéant (M. Béchard): A l'ordre. Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est écoulé. Il ne peut continuer son discours sans le consentement unanime de la Chambre. La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord, cinq minutes!

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je remercie mes collègues. Je n'en ai plus que pour deux minutes, même si l'on m'en offre cinq. On ne dira donc pas que j'ambitionne et que j'exige un dividende national immédiat.

Monsieur l'Orateur, tout ceci pour dire que la motion, comme elle est rédigée, est très acceptable. Nous appuyons les objectifs qu'elle poursuit, car toutes les personnes, ou groupes de personnes mentionnés, nous intéressent au plus haut point. Depuis de nombreuses années, nous réclamons une pension de vieillesse de \$150 par mois. Nous réclamons une pension semblable pour les aveugles et les invalides, comme pension de base, et ce pour toutes les catégories de la société. Nous sommes en mesure de le faire, car la production du Canada est capable de garantir une telle entreprise.

Si notre production manquait, nous devrions nécessairement nous tourner vers elle. Mais ce n'est pas là le problème. Le problème, c'est que nous sommes «embêtés» avec un surplus de production. Je vois que le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. MacEachen) m'appuie. Il est convaincu qu'il existe un surplus de production, même dans sa province et dans sa circonscription.

Je passais dans la rue Sainte-Catherine l'autre jour, près de la circonscription de mon honorable ami, et l'on annonçait des ventes dans toutes les vitrines: Vente de saison, vente de demi-saison, vente de «quart de saison» et vente de «combinaison», pour mon excellent ami qui est là. Des ventes en quantité, cela ne manque pas. Seulement, les gens passent dans la rue, mais ils n'ont pas d'argent. Le problème en est un de sacoche et de porte-monnaie.

Alors, je demande au gouvernement de songer à organiser un système qui aidera les